

Eviter le civic washing

Par Mathilde Bouyé, référente indice qualité démocratique chez Démocratie Ouverte

Démocratie Ouverte et ses partenaires ont conçu en 2021 un référentiel de qualité démocratique, c'est-à-dire un cadre de référence, pour donner à tout un chacun la possibilité d'évaluer et de renforcer la vitalité de la démocratie dans sa ville.

Ce projet répond à une urgence démocratique. L'état de santé de la démocratie dans le monde ne cesse de se dégrader, y compris en Europe et en France. En 2021, l'indice de The Economist a qualifié la démocratie française de défaillante et on ne compte plus les rapports qui alertent sur la perte de confiance dans la démocratie représentative. Dans ce contexte, le référentiel permet de savoir où en est la démocratie là on vit grâce à une évaluation participative et d'agir en débattant des résultats avec les autres habitants et la collectivité afin d'aboutir à un diagnostic partagé et de nouvelles pratiques démocratiques, plus ouvertes et inclusives.

Le référentiel permet également de limiter ce qu'on appelle le *civic washing*, c'est-à-dire le dévoiement des démarches participatives et autre innovation démocratique, soit à des fins de marketing territorial, soit simplement car les organisateurs sont insuffisamment outillés pour garantir la qualité de leurs initiatives. Je fais référence aux expériences dites de coconstruction qui ne sont en pratique que des consultations, voire des réunions d'information, ou aux situations dans lesquelles la collectivité ne donne pas suite aux propositions des habitants.

Le référentiel revient sur les éléments clefs qui permettent d'assurer la qualité des démarches participatives et d'autres formes de démocratie directe et d'interpellation pour qu'elles puissent réellement renforcer la confiance et l'efficacité de l'action publique. Nous insistons notamment sur l'importance d'être clairs sur le type de processus proposés (consultation, coconstruction, délibération, etc...), le lien à la décision et la manière dont les élus vont arbitrer sur les propositions des habitants.

Ce référentiel n'est pas qu'un outil d'évaluation participative. Il permet une réflexion collective sur ce qu'est la démocratie. En effet la plupart des personnes, quand elles entendent le mot démocratie, pensent immédiatement aux élections, aux campagnes et à l'action ou l'inaction des élus. Pour beaucoup, la démocratie c'est quelque chose que l'on délègue. Nous votons, puis croisons les doigts pour que les promesses soient tenues.

Cette vision très partielle se reflète aussi dans les outils et les démarches d'évaluation de la démocratie existantes. Au début du projet, nous en avons cartographié une 60, conçus en France et l'étranger. La plupart traite des enjeux de confiance, de la qualité de la représentation et se penche sur des processus participatifs spécifiques. Très peu considère la démocratie dans toutes ces dimensions.

C'est donc ce que nous avons essayé de faire avec ce référentiel en prenant en compte quatre piliers de la démocratie locale qui sont interdépendants : la représentation, bien sûr, la participation citoyenne, mais aussi la transparence ; des institutions, prises de décisions et des données publiques ; et la coopération, trop souvent oubliée. Nous incluons dans ce pilier toutes les initiatives que les habitants lancent eux-mêmes, le tissu associatif et militant et les alliances territoriales, entre acteurs publics, les associations et les entreprises. Ce tour d'horizon à 360° permet de se rendre compte de tout ce que nous faisons déjà et pouvons faire pour une cause qui nous est chère ou notre quartier.

Ce référentiel est donc aussi un outil de formation civique pour les habitants, élus et agents. Accessible via une plateforme en ligne gratuite et des ateliers participatifs, son questionnaire et la visualisation des résultats donnent des informations essentielles que nous devrions avoir en tant que citoyen, sur les instances participatives possibles (ex : conseils de quartier, conseils de développement), la manière de monter une association ou encore les obligations légales des communes. Grâce à ce travail, j'ai par exemple appris que seulement 10% des villes qui avaient l'obligation d'avoir un portail d'open data avaient commencé à en construire un ! Notre objectif est d'aider à renforcer le pouvoir d'agir de tous, en particulier de celles et ceux qui se sentent aujourd'hui exclus et déçus, ainsi que la capacité du territoire à répondre aux urgences climatiques et sociales grâce à une gouvernance démocratique plus innovante et coopérative.

Nous lançons prochainement la première version publique du référentiel, qui a été coconstruit avec 150 habitants, élus et agents de cinq territoires pilotes en 2021. 2022 va être une phase pionnière en France et dans d'autres pays européens. Tout le monde peut lancer un débat local autour de cette évaluation, nous vous invitons à le faire et nous contacter pour toute question.